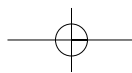
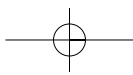
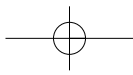


Zimbabwe





Zimbabwe

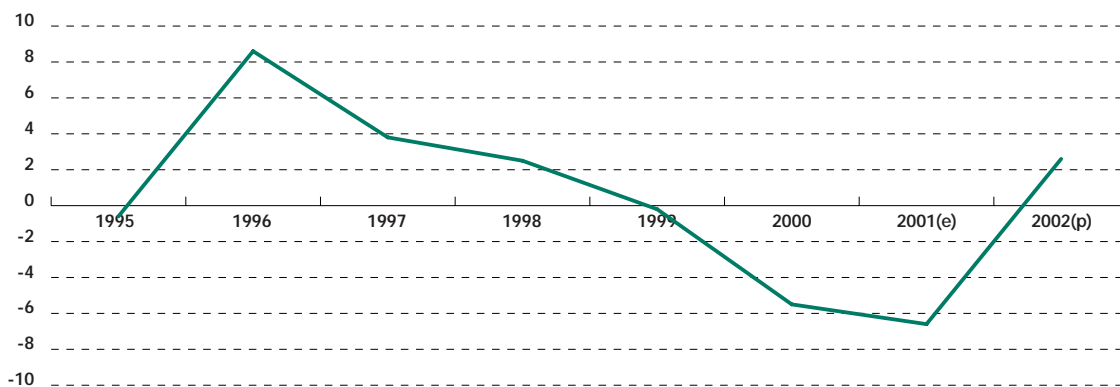
DEPUIS 1997, LE ZIMBABWE est en proie à une crise politico-économique de plus en plus grave et la situation à court terme est inquiétante. Le pays souffre d'importants déséquilibres macro-économiques : en 2000, le déficit budgétaire dépassait 20 pour cent du PIB, l'inflation atteignait 56 pour cent en moyenne, tandis que les autorités cherchaient à maintenir un taux de change surévalué. En conséquence, d'après les estimations actuelles, le taux de croissance a fortement chuté : -5.5 pour cent en 2000 et -6.6 pour cent en 2001. En 2002, les évolutions politiques détermineront en grande partie les performances économiques. Une probable dévaluation conjuguée à une reprise partielle de l'agriculture pourraient permettre un léger redressement du taux de croissance. Le climat politique général s'est lui aussi dégradé dans la course aux élections de juin 2000. Celles-ci ont en effet été entachées de violences et d'actes d'intimidation à grande échelle. Le

mouvement des anciens combattants de la guerre d'indépendance (*War Veterans Movement*) a occupé quelque 1 500 exploitations agricoles, entraînant la mort de 5 cultivateurs et conduisant à une crise politique sans précédent, la plus grave depuis l'indépendance en 1980. Le contexte social est des plus préoccupants : au moins 1.5 million de personnes sont atteintes du sida. La société zimbabwéenne se caractérise par un dualisme fort et persistant, un taux de chômage en hausse et l'effondrement des systèmes de santé et d'éducation. Après des récoltes médiocres en 2000/01, on prévoit une pénurie alimentaire au premier trimestre 2002, et les tensions politiques risquent de s'amplifier pendant la campagne pour les élections présidentielles de mars 2002. L'issue de ces élections déterminera les scénarios politiques et économiques à venir.

Depuis 1997, le Zimbabwe est en proie à une crise politico-économique de plus en plus grave

331

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume



Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI.

Développements économiques récents

Après une période de croissance soutenue, la situation macro-économique du Zimbabwe s'est fortement dégradée ces trois dernières années, et depuis 1999, le pays est aux prises avec une crise profonde. Après une

stagnation du PIB en volume en 1999, la crise s'est aggravée et le PIB a reculé de 5.5 pour cent en 2000. Conséquence d'une gestion macro-économique médiocre et d'une politique budgétaire intenable, la crise qui perdure a été envenimée par des facteurs externes, tels que la perte de compétitivité liée à la dépréciation du rand sud-africain pendant les années

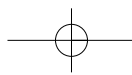
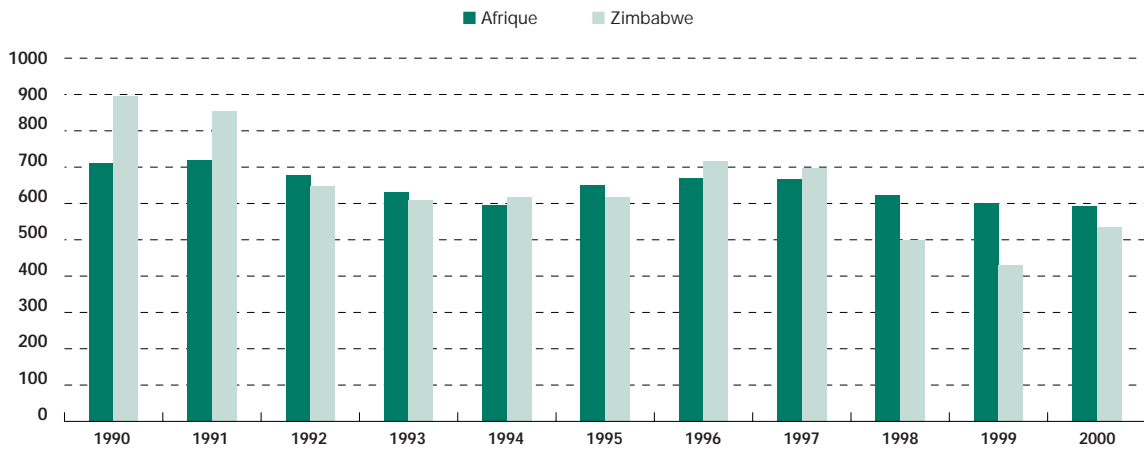


Figure 2 - PIB par habitant au Zimbabwe et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

90, la sortie des capitaux des marchés émergents suite à la crise asiatique et l'effet délétère sur les termes de l'échange du cours élevé du pétrole et de la baisse des recettes issues des produits de base en 1998/99. En outre, à la fin de 1999, le climat politique pesait lui aussi sur une situation déjà préoccupante. L'agriculture, les activités manufacturières, les mines et le tourisme – moteurs de la croissance – ont été les secteurs les plus touchés par la crise.

En 1999 et 2000, le niveau élevé des capacités disponibles dans le secteur manufacturier, l'un des plus diversifiés du continent africain, tenait essentiellement à l'érosion progressive de la compétitivité. Malgré la dévaluation de 24 pour cent de la monnaie en août 2000, le volume de la production industrielle a reculé de 4.8 pour cent cette année-là, après un repli de 7.5 pour cent en 1999. La raréfaction des lignes de crédit accordées par les banques commerciales étrangères et la pénurie de devises ont elles aussi pesé sur un secteur déjà déprimé. Le secteur manufacturier opère donc très en deçà de ses capacités et au moins 400 entreprises ont mis la clé sous la porte en 2000. En 2001, les incertitudes relatives au respect de l'État de droit ont gagné le secteur en raison notamment des actes d'intimidation perpétrés par le mouvement des anciens combattants sous forme de menaces de réintégration forcée des travailleurs licenciés. Par conséquent, la confiance des milieux d'affaires s'étiolé et l'investissement privé recule.

Malgré la bonne récolte de 1999/2000, la croissance du secteur agricole est passée de 3.5 à 2.5 pour cent en 2000. L'occupation des exploitations a débuté en février 2000 et une partie des cultures d'exportation n'ont pas pu être commercialisées. Les recettes du tabac, culture la plus rémunératrice et principale exportation, ont chuté (de 608 à 465 millions en 2000), notamment en raison de la faiblesse des cours mondiaux. En 2001, la récolte de tabac aurait baissé d'environ 20 pour cent en volume, pour atteindre 190 000 tonnes, contre 236 000 en 2000. La plupart des cultures ont souffert des mauvaises conditions climatiques et des exactions des anciens combattants, perturbant la plantation et la production dans de nombreuses exploitations. Les banques étaient par ailleurs peu disposées à accorder des lignes de crédit aux agriculteurs dont les terres ont été occupées ou "inscrites sur la liste" des acquisitions forcées. Par conséquent, les investissements dans ce secteur risquent de chuter fortement et, malgré la stabilité des cours internationaux du tabac, la production agricole en 2001 devrait être inférieure de 10 pour cent au niveau de 2000. Avec la réintroduction du monopole de l'Office de commercialisation de céréales (*Grain Marketing Board*) pour la distribution et la fixation des prix du maïs et du blé et la baisse attendue de 35 pour cent de la production de maïs, le pays risque de subir des pénuries de produits alimentaires avant la prochaine récolte, en mai 2002.

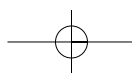
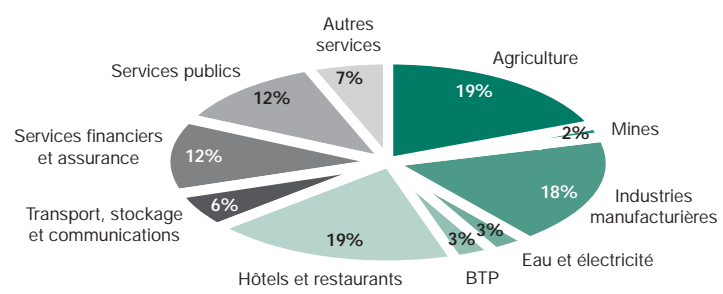


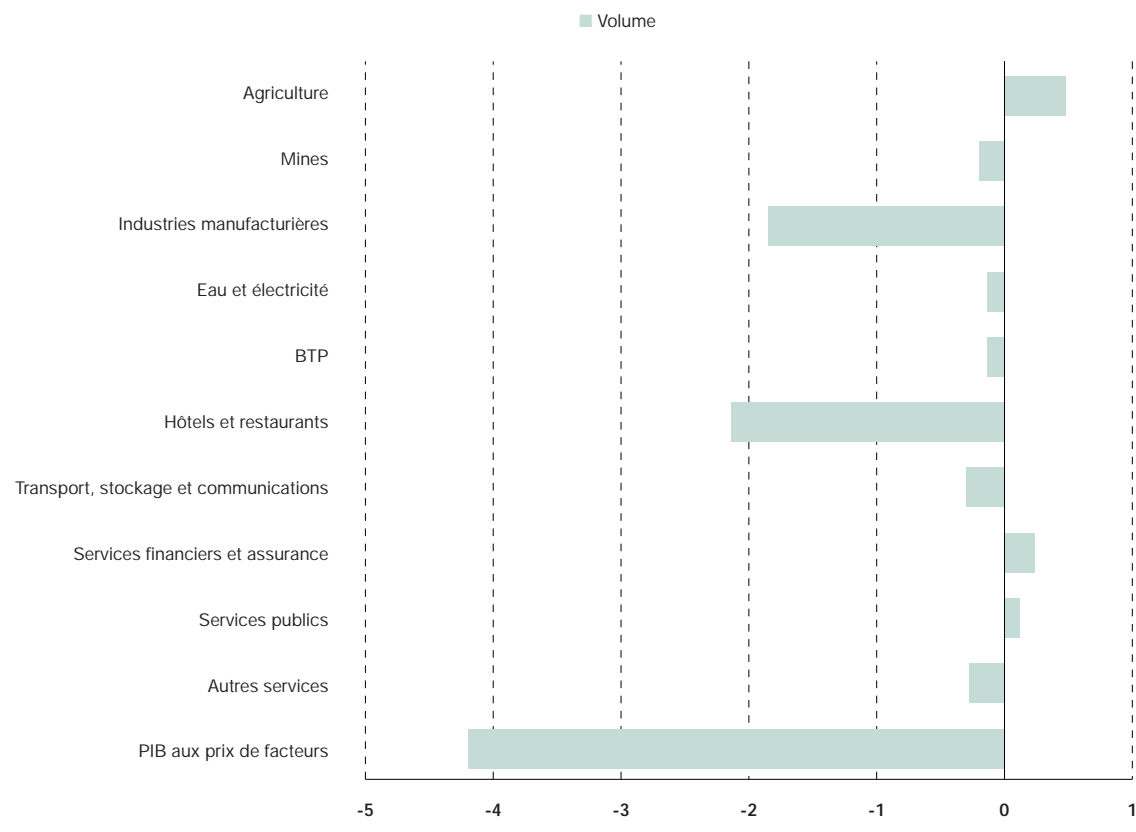


Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 1999^a



a. La figure 3 concerne 1999 car les statistiques disponibles pour 2000 ne peuvent être comparées aux données agrégées disponibles auprès d'autres sources (FMI et Banque mondiale).
Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

Figure 4 - Contributions à la croissance du PIB en 2000^a



a. Les données pour la figure 4 sont aux prix des facteurs. Par conséquent, la croissance du PIB en volume diffère du PIB aux prix du marché rapporté au tableau 1. Aucune donnée n'existe pour l'évolution des prix sectoriels.
Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

Le secteur minier, qui représentait 2 pour cent du PIB et 45 pour cent des recettes en devises du Zimbabwe en 1999, a été considérablement ébranlé par le repli général de l'économie. En 2000, il a en effet reculé de 11 pour cent. La production d'or – qui représente environ

la moitié de la valeur totale du secteur minier – est passée de 27.6 à 22.1 tonnes entre 1999 et 2000, sous l'effet conjugué de la baisse des cours internationaux et d'un taux de change surévalué. Obligés de vendre l'intégralité de leur production à la banque centrale, les

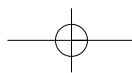


Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Formation brute de capital	19.7	17.2	10.0	4.3	3.3	2.9
Publique	-0.2	2.5	4.0	3.5	0.8	0.8
Privée	19.9	14.7	6.0	0.8	2.5	2.1
Consommation finale	83.0	84.6	85.3	92.8	95.9	98.1
Publique	18.0	15.6	29.1	24.9	26.3	25.3
Privée	65.0	69.0	56.2	67.9	69.6	72.8
Solde extérieur	-2.7	-1.8	4.7	2.9	0.8	-1.0
Exportations	38.2	45.9	45.1	30.0	28.0	26.7
Importations	-40.9	-47.7	-40.4	-27.1	-27.2	-27.7

Source : : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

producteurs d'or doivent aussi acheter une partie des intrants importés à un prix majoré sur le marché des changes parallèle. En avril 2001, le gouvernement a mis en place un mécanisme de soutien aux cours de l'or qui a été revu à la hausse en août 2001. Ce dispositif a eu pour effet de relever le taux de change effectif pour les producteurs à 108 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis, c'est-à-dire près du double du taux de change officiel.

Le tourisme est le plus touché par les troubles socio-politiques. Deuxième source de devises en 1999, ce secteur connaît une forte baisse après une progression ininterrompue pendant les années 90. Cette activité a reculé de 11 pour cent en 2000, et l'afflux touristique de 60 pour cent. Le contexte politique actuel freine son développement et les premières estimations pour 2001 prévoient un nouveau fléchissement.

La crise récente modifie la structure de la demande. Depuis 2001, la formation brute de capital représente environ 3.1 pour cent du PIB, soit environ 16 points de pourcentage de moins qu'en 1995. La crise de confiance du secteur privé, conjuguée à la présence de capacités disponibles, provoque un recul de l'investissement, qui passera, selon les prévisions, de 19.9 pour cent du PIB en 1995 à environ 2.3 pour cent après 2000. La demande extérieure évolue fortement aussi. Déjà fragiles, les exportations ont été victimes d'une politique de taux de change erratique, tandis que la pénurie de devises étrangères a paralysé les importations. Les importations sont ainsi passées de 40.4

à 27.1 pour cent du PIB entre 1999 et 2000, et les exportations ont été ramenées à 30 pour cent (contre 45.1 pour cent en 1999). En 2001 et 2002, malgré une légère reprise des exportations, exportations et importations devraient rester en deçà de leur tendance initiale.

Politique macro-économique

Politique budgétaire et monétaire

Ces dix dernières années, la situation budgétaire du Zimbabwe s'est caractérisée par un déficit budgétaire élevé et persistant, représentant environ 8 pour cent du PIB en moyenne. Après les efforts déployés en 1998 pour réduire ce déficit, la situation empire à nouveau depuis 1999. Le déficit global a atteint 10.5 pour cent du PIB en 1999 et 21.3 pour cent en 2000. La hausse des paiements d'intérêts, alimentée par une inflation élevée et une augmentation de 69 à 90 pour cent des traitements des fonctionnaires – juste avant les élections de juin 2000 – en sont les principaux responsables. Par ailleurs, des dépassements considérables ont été enregistrés au niveau des dépenses de défense qui ont été estimées à 4.8 pour cent en 2000, contre 3 pour cent dans le budget initial.

Une inflation soutenue, un taux de change surévalué, la quasi absence d'un accès au crédit extérieur et le creusement considérable du déficit ont modifié la structure de la dette publique. En 2000, la dette

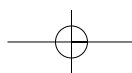


Tableau 2 - Tableau des opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Recettes totales (avec dons)^a	25.4	33.2	28.3	28.5	30.9	30.9
Recettes fiscales	21.4	29.2	25.9	25.7	28.0	28.1
Dépenses totales (avec prêts nets)^a	34.9	35.7	38.8	49.9		
Dépenses courantes	30.5	33.3	33.3	47.3		
<i>Sans les intérêts</i>	21.3	23.4	23.2	30.1	31.8	30.7
Salaires	10.3	12.7	13.2	15.3	16.5	15.8
Paiements d'intérêts	9.2	9.9	10.1	17.1		
Dépenses en capital	4.3	1.8	4.0	2.1	2.1	2.1
Solde primaire	-0.2	7.5	-0.4	-4.2	-3.6	-2.4
Solde global	-9.5	-2.4	-10.5	-21.3		

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

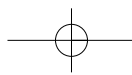
Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

extérieure en représentait 41 pour cent, contre 71 pour cent deux ans auparavant. Seulement, la part de l'endettement public intérieur a progressé dans les mêmes proportions et, en 2000, les paiements d'intérêt sur la dette intérieure ont absorbé près de 60 pour cent des recettes totales. L'impact sur l'économie ayant été amorti par une inflation soutenue, la part de la dette publique totale dans le PIB a reculé de 18 points de pourcentage entre 1998 et 2000, pour atteindre 69 pour cent.

Début 2000, le gouvernement a élaboré un programme de relance sur 18 mois, baptisé *Millennium Economic Recovery Plan* (MERP – plan de reprise économique pour le nouveau millénaire). Même s'il renferme des objectifs à moyen terme, l'absence de priorités clairement définies, de calendrier et d'obligations révèlent les difficultés que présente l'utilisation d'un instrument budgétaire à moyen terme dans la situation économique actuelle. Le budget 2001, annoncé en novembre 2000, a fixé pour objectif un déficit global de 15.5 pour cent du PIB, soit 6 points de pourcentage de moins que pour 2000. Pour parvenir à une telle réduction dans un contexte de croissance négative et de baisse des recettes, il a été nécessaire d'adopter une stratégie en cinq points. Grâce au système d'établissement du budget de trésorerie, qui limite les dépenses aux ressources budgétisées, les traitements de la fonction publique devaient être plafonnés, l'augmentation nominale pouvant se limiter à 15 pour cent au maximum. Il était également prévu de

restructurer la dette intérieure via un passage des bons du Trésor à des emprunts d'État à plus long terme à des taux inférieurs. L'emploi dans le secteur public devait être réduit et la cession de certaines entreprises publiques envisagée de façon à accroître les recettes de la privatisation. Cependant, les événements survenus en 2001 risquent de retarder la mise en œuvre de ce programme ambitieux. Le soutien non budgétisé à l'or, proposé au secteur minier en avril 2001 et renforcé en août 2001, risque de ponctionner une partie des ressources publiques. L'augmentation de 70 pour cent des prix des carburants en juin 2001 risque elle aussi d'accroître les pressions inflationnistes et de saper les mesures prévues concernant les traitements dans le secteur public. Le déficit primaire devrait toutefois se réduire en 2002, avec la mise en œuvre des réformes visant à faire baisser les dépenses.

Depuis janvier 1999, la politique monétaire est influencée par l'accroissement des besoins de financement de l'État. En 1999, la masse monétaire au sens large a progressé de 30 pour cent. En juillet de la même année, la banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe* - RBZ) a multiplié par deux le montant des réserves obligatoires et élargi de cinq points de pourcentage la marge entre le taux directeur et celui des bons du Trésor, afin d'atténuer encore la croissance monétaire. En conséquence, les taux ont grimpé de 17 pour cent en termes réels, empêchant le secteur privé d'accéder au crédit. En août 2000, la politique monétaire a été assouplie pour éviter de pénaliser encore



davantage le secteur privé. La marge entre le taux directeur et les bons du Trésor a ensuite été ramenée à un point de pourcentage et les banques commerciales ont été autorisées à utiliser une partie de leurs réserves obligatoires pour financer des crédits destinés à certains secteurs, provoquant une nouvelle augmentation de l'agrégat M3, qui a atteint 59.9 pour cent à la fin 2000. La détente monétaire a permis à la banque centrale d'adopter une politique plus offensive pour répondre aux besoins de restructuration de la dette publique. Avec l'entrée en vigueur de l'obligation légale de 45 pour cent pour la détention d'emprunts d'État à long terme par les investisseurs institutionnels, tels que les régimes de retraite et les fonds communs de placement, la RBZ a pu ramener le taux d'intérêt des bons du Trésor à 90 jours de 68 pour cent en décembre 2000 à 11 pour cent en avril 2001, même si ce taux est légèrement remonté à 17 pour cent en septembre. Malgré les mesures d'assouplissement fiscal, dans un contexte d'inflation élevée et croissante, la charge de l'impôt pour les investisseurs institutionnels pourrait rester élevée en 2002.

336

En dépit des efforts déployés dans les opérations de rééquilibrage du marché, le dollar zimbabwéen reste fortement surévalué. En août 2000, la RBZ a abandonné sa parité fixe de 38 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis, appliquée depuis janvier 1999. La monnaie a subi une dévaluation ponctuelle de 24 pour cent ainsi que des dévaluations périodiques en fonction des écarts entre le taux d'inflation et celui des différents partenaires commerciaux. Malgré une dépréciation de 31 pour cent par rapport au dollar des États-Unis à la fin 2000, le dollar zimbabwéen est resté supérieur à sa valeur d'équilibre. En outre, la politique monétaire consistant à baisser artificiellement les taux d'intérêt, introduite en 2001, accroît les pressions sur le taux de change. Les importateurs peuvent désormais emprunter à un taux d'intérêt réel négatif. En conséquence, le marché des changes parallèle, qui jouait jusqu'ici un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'économie, a enregistré de fortes majorations de prix à la mi-2001, de 25 pour cent vers la fin 2000 à 265 pour cent en septembre 2001. Le dollar des États-Unis s'est ainsi échangé à plus de 200 dollars zimbabwéens, contre 55 dollars zimbabwéens pour le taux de change officiel,

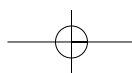
aggravant encore la situation du secteur financier.

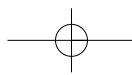
Après une période d'inflation soutenue de 21 pour cent sur 1995-1997, l'inflation s'est accélérée en 1999 pour culminer à 70 pour cent en octobre 2000. Le durcissement de la politique monétaire mis en œuvre pendant le premier semestre 2000 a atténué les pressions inflationnistes. Néanmoins, la dévaluation d'août 2000, conjuguée à l'assouplissement de la politique monétaire, a eu pour effet de faire remonter l'inflation. En 2001, la situation s'est aggravée en raison de la flambée des prix des carburants entraînant l'augmentation des prix des services publics. En septembre de la même année, la RBZ a annoncé que l'inflation avait atteint 76 pour cent au mois d'août. L'objectif de 57 pour cent pour 2001 risque donc d'être révisé en hausse. L'inflation devrait s'établir à au moins 69.8 pour cent en 2001 avant de reculer un peu, à 62.3 pour cent, en 2002.

Position extérieure

Le Zimbabwe est une économie relativement ouverte, ses échanges constituant plus de 70 pour cent de son produit intérieur brut. Au cours des dix dernières années, l'Europe (en particulier le Royaume-Uni et l'Allemagne) s'est imposée comme le premier marché d'exportation du pays, devant l'Afrique. Dans les années 90, à eux seuls, les marchés européens entraînent pour 38 pour cent dans la croissance de la valeur des exportations. Néanmoins, la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), en particulier l'Afrique du Sud, reste un débouché important pour les exportations du Zimbabwe et peut être considérée comme capitale pour les activités manufacturières. Avec l'ouverture de son économie à compter de 1994, l'Afrique du Sud est devenue le principal pays exportateur en direction du Zimbabwe. En particulier, elle pourvoit dans une large mesure aux besoins d'énergie de ce pays. Les exportations concernent essentiellement des produits agricoles (tabac, sucre, maïs et coton) et les mines (or, ferro-chrome et nickel). Les activités manufacturières se sont ralenties ces dernières années, passant de près de 30 pour cent du total des exportations en 1995 à 21 pour cent en 1999.

Malgré les efforts considérables déployés ces dix dernières années pour libéraliser les échanges, le





Zimbabwe se caractérise toujours par un régime assez contraignant. Le mécanisme de distribution des devises, assoupli au début de la décennie, a depuis peu été rétabli sous la forme de stricts contrôles des devises afin de réguler la croissance des importations. Les exportations sont toujours soumises à un système de permis et de monopoles : l'Office de commercialisation des céréales (*Grain Marketing Board*) a le monopole des exportations de maïs et l'or est exporté uniquement par la RBZ. Parallèlement, en septembre 2000, on a simplifié la structure des droits d'importation, réduit les tarifs moyen et maximum et introduit un nouveau tarif douanier pour les importations.

En 1999 et en 2000, la position extérieure du Zimbabwe s'est considérablement dégradée sous l'effet combiné du gel de l'aide étrangère et du recul des exportations. Les réserves d'avoirs étrangers ont commencé à diminuer au début de 1999 à cause de la surévaluation du taux de change, de l'érosion de la compétitivité, de la déprime des cours des matières premières et d'un tarissement du financement extérieur.

En conséquence, les importations ont fortement chuté, passant de 2 milliards à 1.7 milliard de dollars des États-Unis : la balance des paiements courants est donc devenue positive (+0.3 pour cent du PIB en 1999, après un déficit de 5.6 en 1998).

En 2000, la position extérieure s'est encore détériorée. Outre les facteurs responsables des mauvaises performances de l'année précédente, le repli général de l'économie et la crise foncière ont contribué à l'aggravation de la situation. Les recettes tirées des exportations agricoles ont reculé et la pénurie de carburant et d'électricité a eu un impact négatif sur un secteur minier déjà en difficulté. De ce fait, en 2000, les exportations sont passées de 1.92 à 1.79 milliard de dollars des États-Unis. Suite aux violences politiques récentes, les recettes du tourisme ont dégringolé en 2000, exerçant une influence délétère sur la balance des services qui est passée d'un excédent de 21 millions de dollars des États-Unis à un déficit de 80 millions. La balance des opérations courantes a ainsi enregistré un déficit équivalant à 2.7 pour cent du PIB. On s'attend à une lente reprise à compter de 2001.

337

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Balance commerciale	1.2	-1.5	4.5	3.3	1.2	-0.2
Exportations de biens (f.o.b.)	31.1	30.4	34.4	24.2	21.4	20.4
Importations de biens (f.o.b.)	-29.9	-31.9	-30.0	-21.0	-20.2	-20.6
Services	-3.5	-0.6	0.4	-1.1		
Revenus des facteurs	-4.5	-5.5	-6.4	-5.9		
Transferts courants	1.7	2.1	2.0	1.1		
Solde des comptes courants	-5.1	-5.6	0.3	-2.7		

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI et des autorités nationales.

Jusqu'au début des années 90, l'investissement direct étranger ne constituait pas un pan important de l'investissement total. Il a commencé d'affluer avec l'ouverture de l'économie et la création du Centre d'investissement du Zimbabwe (*Zimbabwe Investment Centre - ZIC*) en 1989. Après avoir atteint 16.7 pour cent de l'investissement intérieur brut total en 1997, les flux d'investissement étranger ont fortement reculé jusqu'à quasiment disparaître en 2000 en raison de la mauvaise gestion macro-économique et de la crise de la gouvernance.

Depuis son indépendance, le Zimbabwe fait largement appel à l'aide financière des bailleurs de fonds internationaux institutionnels et commerciaux. Même si, sur le papier, l'encours de la dette extérieure est resté inchangé depuis 1997, en raison des réductions opérées par les organismes multilatéraux dans l'octroi d'aides et de prêts, les créances du Zimbabwe vis-à-vis de l'étranger ont considérablement progressé avec l'accumulation d'arriérés. En conséquence, le stock de la dette extérieure totale a atteint 4.6 milliards de dollars en 1999, soit 87 pour cent du PNB. En termes de

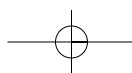
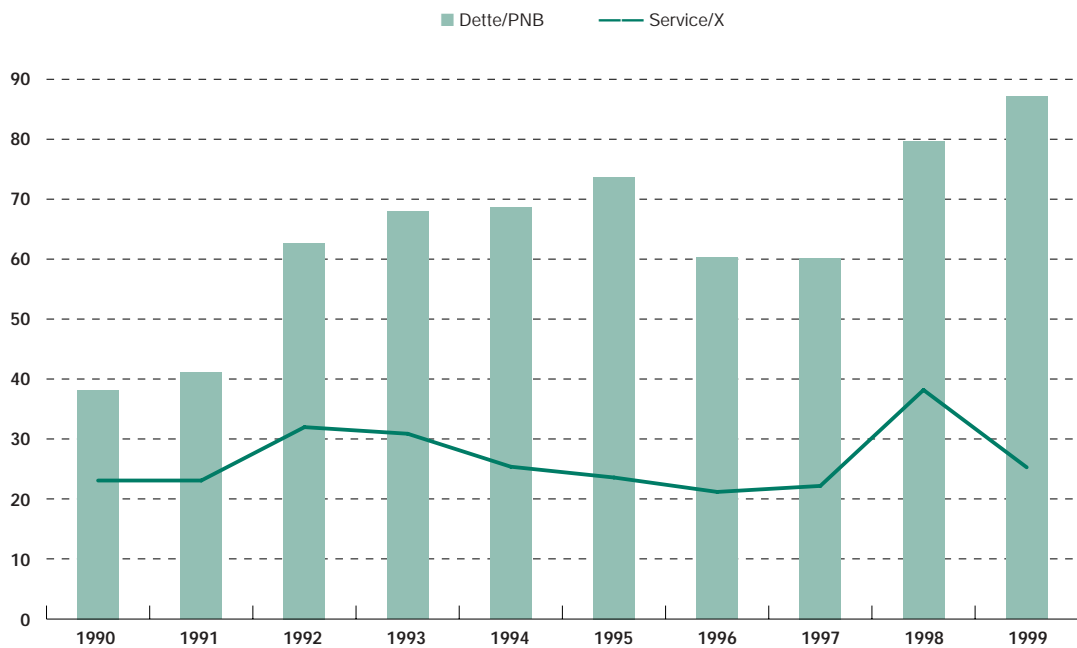




Figure 5 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services



Source : Banque mondiale (2001), *Global Development Finance*.

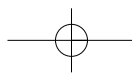
338

structure, la dette extérieure, publique à environ 80 pour cent, se concentre pour l'essentiel sur le moyen et le long terme. La moitié de cette dette a été contractée auprès d'institutions multilatérales, comme la Banque mondiale et le FMI, et auprès de gouvernements étrangers et, dans une moindre mesure, de créanciers privés. La pénurie de devises de ces deux dernières années a rendu les remboursements de plus en plus difficiles et, à la mi-1999, l'État n'a plus été en mesure d'honorer ses engagements.

Questions structurelles

Avec une économie assez diversifiée par rapport aux autres pays d'Afrique, le Zimbabwe se caractérisait, jusqu'au début des années 90, par une importante intervention de l'État et de sévères contrôles des prix. La libéralisation progressive de l'économie, dans les années 90, a réduit cet interventionnisme. Néanmoins, les secteurs clé sont toujours surveillés de près et le ralentissement économique n'a pas aidé à la mise en œuvre des réformes prévues.

Même si la décision de privatiser les entreprises publiques a été annoncée dans le cadre du processus de libéralisation amorcé en 1991, l'Agence de privatisation (*Privatisation Agency - PAZ*) n'a vu le jour qu'en septembre 1999. Les plus grandes entreprises d'État se concentrent dans les services publics, notamment dans l'énergie (fourniture et distribution), le transport aérien et ferroviaire et d'autres secteurs stratégiques, comme les télécommunications, le développement industriel, les services financiers et la banque. La privatisation a progressé depuis 1997, mais, avec le lancement officiel de la PAZ, ce processus devrait être accéléré. En 2000, la PAZ a commencé à mettre en place le cadre réglementaire du programme de privatisation par une série de publications du manuel de privatisation qui en fixe les règles. Selon les responsables de la PAZ, les privatisations devraient se dérouler selon le calendrier suivant : en 2001, la cession accélérée des sociétés inscrites à la cote, telles que certaines filiales de l'*Industrial Development Corporation (IDC)*, puis les entreprises de services publics, et enfin les organismes parapublics dotés de fonctions sociales (comme les universités et les établissements



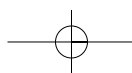
d'enseignement supérieur). Jusqu'ici, ce processus n'est toutefois étayé par aucun projet gouvernemental ni échancier. Le programme sur trois ans établi par le gouvernement devrait permettre de dégager au total 28 milliards de dollars zimbabwéens (soit 0.5 milliard de dollars des États-Unis au taux de change officiel de 55 dollars zimbabwéens pour 1 dollar des États-Unis), avec 22 milliards de dollars zimbabwéens (0.4 milliard de dollars des États-Unis) pour 2001. En avril 2001, les recettes n'atteignaient que 5 milliards de dollars zimbabwéens.

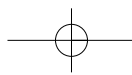
L'infrastructure de transport au Zimbabwe est bien développée et, avec ses 15 000 km de routes goudronnées, le réseau routier s'étend sur tout le territoire. Pays enclavé, le Zimbabwe dispose de liaisons ferroviaires directes avec la Zambie et l'Afrique du Sud. L'entreprise ferroviaire publique du Zimbabwe (*National Railways of Zimbabwe - NRZ*) a été restructurée avec l'aide de la Banque mondiale au milieu des années 90 et la stratégie de concessions est actuellement en cours de discussion. Avec deux aéroports internationaux et deux compagnies sous contrôle de l'État, le transport aérien est lui aussi relativement développé. En 2001, un nouveau terminal international a été inauguré à Harare. La compagnie nationale, *Air Zimbabwe*, connaît des problèmes financiers, qui se sont aplanis récemment avec le retrait de la plupart des principaux transporteurs internationaux du Zimbabwe, sauf *British Airways* et *South African Airways*. Par ailleurs, l'obligation faite aux passagers des compagnies étrangères de payer leurs billets en monnaie forte a joué au profit d'*Air Zimbabwe*, qui vend ses billets en dollars zimbabwéens. En 2000, l'endettement de la compagnie avoisinait les 400 millions de dollars zimbabwéens (7.2 millions de dollars des États-Unis) et la privatisation prévue risque de ne pas être possible à court terme.

Une distribution des terres très inégale a toujours menacé la cohésion sociale depuis l'indépendance du pays et la question foncière est devenue une préoccupation dominante au cours des quatre dernières années. Vingt ans après la proclamation de l'indépendance (1980), la distribution des terres n'est toujours pas plus équitable. Quelques 4 500 grandes exploitations "commerciales", la plupart entre les mains

d'agriculteurs blancs, occupent 11 millions d'hectares (ha) sur les terres les plus fertiles et les mieux irriguées du pays. De l'autre côté, on trouve 1.2 million de familles, soit environ la moitié de la population, vivant sur 16.3 millions d'hectares de terres communales de mauvaise qualité et exposées à la sécheresse. En outre, selon la Banque mondiale, environ 40 à 50 pour cent des terres arables à fort potentiel ne sont pas utilisées pour diverses raisons, y compris des restrictions sur la subdivision des terres, l'attribution de droits d'usage de l'eau et l'absence de taxe foncière. Le processus de réinstallation a commencé peu après l'indépendance dans le but de parvenir à une répartition des terres plus équitable. Néanmoins, après une période (1980-1984) de réinstallation rapide, le processus s'est ralenti au milieu des années 80. En conséquence, jusqu'en 1997, le gouvernement n'a redistribué que 3.5 millions d'hectares de terres commerciales, équivalant à 10 pour cent des terres arables et à 25 pour cent des terres occupées par les Blancs avant l'indépendance.

Dans un contexte de marasme économique et de manque de moyens pour financer le coûteux processus de réinstallation, le mécontentement politique et populaire croissant a conduit les pouvoirs publics à adopter des mesures de réforme agraire plus radicales. En novembre 1997, le système de vente de gré à gré est abandonné et remplacé par le rachat obligatoire, annoncé par le gouvernement, de 1 471 exploitations commerciales (près de 40 pour cent des terres possédées par les Blancs). Cette décision a plongé le pays dans une grande confusion. La situation s'est aggravée au cours des trois dernières années, malgré la Conférence internationale des donateurs (*International Donors' Conference*), qui s'est tenue à Harare en septembre 1998, et lors de laquelle les principaux donateurs, le gouvernement et les parties prenantes sont tombés d'accord sur une phase initiale de deux ans. A la mi-2000, le gouvernement a lancé le programme de développement accéléré (*Fast Track Development Program*) couvrant 5 millions d'hectares et 150 000 familles, et qui, contrairement à l'ancien programme qui concernait 3.5 millions d'hectares et la réinstallation de 73 000 familles, rétribuait les plus-values et non la valeur de la terre. Mais, en septembre 2001, plus de 9 millions d'hectares de terres agricoles





commerciales étaient inscrits sur la liste des redistributions.

Dans un contexte de politisation croissante de la question foncière, on peut s'attendre à des troubles et des incertitudes, entraînant dans leur sillage des pertes de production substantielles et une recrudescence du chômage dans le secteur agricole. Néanmoins, la réforme agraire repose toujours sur ses principes fondamentaux : accord entre les parties et soutien adéquat (infrastructure, semences, engrais et crédits) aux ménages réinstallés afin de prévenir une baisse des rendements.

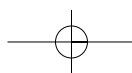
Contexte politique et social

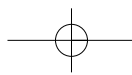
L'élection présidentielle prévue pour avril 2002 constitue un défi de taille pour la démocratie au Zimbabwe. En 2000, le parti au pouvoir, le ZANU-PF (*Zimbabwe African National Union- Patriotic Front* – Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique) et le Président Mugabe, à la tête du pays depuis l'indépendance, ont été remis en cause par une forte opposition, après avoir dominé la scène politique nationale pendant 20 ans. Le marasme économique, l'impact négatif des réformes des années 90 sur le niveau de vie de la population et l'accroissement de la corruption au sein d'un groupe au gouvernement depuis vingt ans ont conduit à la montée en puissance du mécontentement populaire, entraînant des émeutes violentes et des grèves en 1998. En réaction à ce mécontentement, le Congrès zimbabwéen des syndicats (*Zimbabwe Congress of Trade Union - ZCTU*) a formé le Mouvement pour le changement démocratique (*Movement for Democratic Change - MDC*) en septembre 1999. Depuis, avec le NON au référendum sur la Constitution – organisé à l'initiative de M. Mugabe – qui s'est tenu en février 2000, et avec les élections générales de juin 2000 où le MDC a remporté 57 des 120 sièges, M. Mugabe et le ZANU-PF rencontrent une forte opposition politique organisée.

Les réponses apportées jusqu'ici sont inquiétantes. On a fait état de plus de 30 décès attribuables aux violences politiques dans la course aux élections de juin 2000 et la politisation de la question des terres a

conduit à l'occupation d'exploitations et à la mort de cinq agriculteurs blancs. Les membres de l'Association nationale des anciens combattants de la guerre d'indépendance (*National Liberation War Veterans Association*), ainsi que des personnes plus jeunes favorables au ZANU-PF, participent de plus en plus à l'occupation d'exploitations agricoles et leur rôle dans la course aux élections présidentielles de 2002 soulève des interrogations. Pendant l'année 2001, les tensions politiques se sont intensifiées et la pénurie possible de produits alimentaires au début de 2002 fait planer une menace sur les moyens de subsistance de la population, conduisant à une situation politico-économique intenable. Dans le contexte actuel, on craint une escalade rapide des violences politiques dans la course aux prochaines élections.

Ces dernières années, les relations internationales se caractérisent par l'engagement militaire du Zimbabwe dans la guerre en République démocratique du Congo (RDC) et par l'accroissement des inquiétudes de la communauté internationale sur la situation politique intérieure. Le Zimbabwe combat au Congo RDC depuis 1998, pour soutenir le Président Kabila, et, à la mi-2001, on estimait à 12 000 le nombre d'hommes envoyés dans ce pays. Suite à l'assassinat de Laurent Désiré Kabila en janvier 2001, l'accord de paix de Lusaka de 1999 a davantage de chances d'être mis en œuvre. En effet, le Zimbabwe a rappelé 3 000 hommes à la mi-2001. Les inquiétudes de la communauté internationale se sont toutefois accrues au cours des deux dernières années en raison des affrontements violents pendant les élections générales de 2000. En 2001, la situation déjà préoccupante a été aggravée par les exactions des anciens combattants, qui ont notamment fait peser des menaces sur les ambassades étrangères et les organismes d'aide. En août 2001, le Danemark a décidé de geler immédiatement toute aide au développement du Zimbabwe. La situation se dégradant, l'Afrique du Sud et le Nigeria ont renforcé leur engagement dans le différend opposant le Zimbabwe à plusieurs pays de l'OCDE. En septembre 2001, on est parvenu à un accord lors d'une réunion des ministres du Commonwealth à Abuja, au Nigeria. L'accord d'Abuja prévoit le retrait des occupants des exploitations non inscrites – ou illégalement inscrites – sur la liste





des redistributions, ainsi que le rétablissement de l'État de droit. Cet accord a été accepté par toutes les parties. Après cette Déclaration d'Abuja, destiné à résoudre la crise foncière dans le calme, le gouvernement sud-africain a organisé une conférence de haut niveau à Harare en septembre 2001, pour s'assurer que ce texte soit appliqué rapidement.

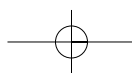
La société zimbabwéenne se caractérise par un dualisme persistant et croissant, où les 20 pour cent les plus riches de la population perçoivent 60 pour cent du revenu total. En outre, la crise économique récente et la réduction, en parallèle, des ressources nationales consacrées aux services sociaux entravent la viabilité de systèmes de santé et d'enseignement très développés qui ont permis au Zimbabwe de se placer en tête du continent dix ans après l'indépendance. En outre, la progression du VIH/sida au sein de la population annule les gains d'espérance de vie enregistrés au cours de ces vingt dernières années et la forte prévalence de ces maladies dans la population désorganise le système de santé.

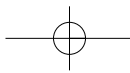
Les inégalités entre zones rurales et urbaines restent considérables. Selon une étude récente (1995/96) de la Banque mondiale, l'incidence de la pauvreté était de 48 pour cent dans les campagnes, contre 7.9 pour cent dans les villes. Par ailleurs, les principaux indicateurs, mesurant l'incidence, la profondeur et la répartition de la pauvreté, ont augmenté de plus d'un quart au cours de la première partie des années 90. L'absence de données fiables ne permet pas un suivi précis de la situation actuelle. Néanmoins, certains indicateurs font état d'une aggravation. Etant donné l'élasticité relativement élevée de la pauvreté (0.68) et de l'extrême pauvreté (1.2) par rapport à la croissance, la pauvreté a certainement progressé au cours des cinq dernières années. En 1996-2000, le PIB a progressé de 1.8 pour cent en moyenne, alors qu'une croissance de 4.7 pour cent par an est nécessaire pour éviter que le nombre d'individus vivant dans une extrême pauvreté n'augmente.

Avec 25 pour cent de la population adulte séropositive ou malade du sida, le Zimbabwe fait partie des pays les plus touchés au monde. Seuls le Botswana

et le Swaziland connaissent une situation encore plus grave. Selon les estimations d'ONUSIDA, 1.5 million de personnes sont séropositives ou malades du sida. Les enseignants et le personnel médical sont les plus touchés. L'espérance de vie est passée de 57 à 42 ans entre 1985 et 1998. Le sida fait également de nombreux orphelins. A la fin 1997, le nombre d'orphelins était de 360 000. Ils seront 1.2 million en 2010 (10 pour cent de la population totale) et leur nombre pèsera lourdement sur les services sociaux et sur la cohésion sociale du pays. Même si les conséquences économiques de cette situation ne sont pas clairement estimées, les études préliminaires prévoient une baisse de un pour cent de la croissance annuelle de la production par habitant. Pour lutter contre la menace du sida, un prélèvement à la source de 3 pour cent sur le revenu et un impôt sur les sociétés ont été introduits en 2000. En 2001, le parlement a créé un Conseil chargé du sida (*AIDS Council*), qui doit mettre en œuvre la stratégie nationale contre cette maladie et débloquer les fonds. Jusqu'ici, l'absence de programme clair freine le déploiement d'une stratégie efficace, en partie parce que certains ministères n'ont pas élaboré leur propre plan, ce qui empêche un véritable déblocage des fonds. En juin 2001, le ministre de la Santé a estimé que la croissance démographique serait nulle en 2002, à cause du sida.

Par rapport aux autres pays d'Afrique, le système éducatif du Zimbabwe a réalisé d'immenses progrès depuis l'indépendance, et le niveau d'instruction de la population du pays est relativement bon. Les avancées les plus notables ont été réalisées durant la première décennie qui a suivi l'indépendance (entre 1980 et 1990). Le nombre d'écoles primaires et secondaires a augmenté de 42 et 662 pour cent respectivement et le taux d'inscription a progressé de plus de 200 pour cent tous niveaux confondus. Depuis 1990, les principaux progrès sont liés à la qualité de l'enseignement. Le pourcentage d'enseignants formés est passé de 50 pour cent en 1990 dans le primaire et le secondaire à 77 pour cent en 1997 dans le primaire et à 89 pour cent en 1996 dans le secondaire. Cette progression spectaculaire a permis un enseignement primaire gratuit et universel et, en 1994, environ la moitié des enfants de 12 à 16 ans étaient inscrits dans des établissements d'enseignement secondaire. Le taux d'alphabétisation





des adultes a lui aussi progressé, passant de 70 pour cent en 1980 à 88 pour cent en 1999 (selon les statistiques de la Banque africaine de développement). Néanmoins, la progression du VIH/sida a des effets délétères sur le système éducatif et menace les résultats obtenus. Enfin, le nombre croissant d'orphelins risque d'avoir des conséquences négatives sur la population scolaire.

